



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

354

Berne, le 22 novembre 1991

Kenntnis genommen: *Mu*
Pris connaissance:
25. Nov. 1991

Au Conseil fédéralNote d'information

Rencontres du Conseiller fédéral René Felber (BRF) en marge de la IVème Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français Paris, 19 au 21 novembre 1991

Nous vous soumettons, en annexe, une synthèse des entretiens que le soussigné a eus à Paris en marge de la Conférence sus-mentionnée.

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES

René Felber

Annexe mentionnée

Rencontres du Conseiller fédéral René Felber (BRF) en marge de la IVème Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français
Paris, 19 au 21 novembre 1991

BRF a profité de sa présence à Paris pour s'entretenir avec un certain nombre de Chefs d'Etat. Le Président du Bénin, N. Soglo, ancien directeur au FMI et élu démocratiquement à la présidence de son pays, s'est ouvert à BRF des difficultés et des dangers du processus de transformation démocratique en Afrique. Lors de la cérémonie d'ouverture officielle du Sommet, le discours du Président Soglo, qui cultive le "parler vrai", avait fait la plus grande impression. BRF l'a assuré de la volonté de la Suisse de tout faire, dans la mesure de ses moyens, pour soutenir les pays africains en route vers la démocratie.

BRF a fait la même promesse au Président du Mali, le Lieutenant Colonel Toure. Ce dernier a en outre remercié la Suisse pour son soutien concernant une demande d'entraide internationale en matière pénale et surtout pour la prise en charge des frais d'un bureau d'avocats genevois mandaté par le Ministère malien de la justice, dans l'affaire d'éventuels détournements de fonds publics par les anciens dirigeants du pays qui les auraient placés en Suisse. BRF a assuré son interlocuteur que la Suisse est prête à aider à l'organisation des élections législatives et présidentielles, si le Mali le souhaite. Selon le Président, qui n'est pas candidat, elles devraient se dérouler au cours du premier semestre de 1992. Par ailleurs, concernant la question des Touaregs, le Président a confirmé la volonté de son gouvernement de favoriser le dialogue, seul susceptible d'amener une solution politique.

Président Ion Iliescu et MAE Adrian Nastase (Roumanie)

Le Président roumain et sa délégation semblaient très intéressés à ce que leurs rencontres parisiennes aient le maximum d'écho médiatique au pays. L'entretien a porté sur les diffi-

cultés économiques de la Roumanie. Elles sont à la fois structurelles et conjoncturelles: grande consommatrice de matières premières et d'énergie, orientée presque exclusivement vers l'URSS et les pays de l'ex-COMECON, la machine de production roumaine ne tournerait qu'à 1/3 de ses capacités. Il faudra 15 ans pour achever la restructuration du système hérité des années Ceaucescu. En tout état de cause, l'hiver 91/92 sera rude en Roumanie.

L'aide suisse est utile pendant cette étape de transition vers l'économie de marché, notamment dans les domaines suivants:

- réforme du système bancaire (à la suite de la convertibilité de la monnaie)
- coopération technique (formation professionnelle)
- joint-ventures avec le secteur privé.

Tout ne doit pas être refait à neuf. Le secteur pétrolier est l'exemple d'un domaine qui peut être modernisé. La production annuelle de 7 mio de t. peut être augmentée grâce à des techniques modernes (récupération secondaire dans les anciens gisements) ou par la découverte de nouveaux gisements qui existeraient selon des études américaines, d'autant plus que les capacités de raffinage (35 mio de t. par an) ne sont utilisées qu'à 50 %. A cet effet, une ville pétrochimique a été rachetée en partie par le groupe Mark Rich et dégage déjà des profits.

Les Roumains se félicitent de l'aide que la Suisse leur a déjà fournie: contacts avec des experts et des parlementaires en matière constitutionnelle; aide humanitaire d'urgence (G-24) sous forme de blé et de pommes de terre; aide technique à l'organisation de l'économie des zones de montagne (élevage-tourisme).

Concernant l'avenir, les Roumains souhaitent avoir un accès préférentiel au nouveau crédit-cadre de 800 mio ("puisque la Roumanie n'en a pas profité antérieurement"). Ils comptent sur le soutien suisse pour un rapprochement avec l'AELE. Ils souhaitent enfin que leurs jeunes diplomates puissent avoir accès à des bourses d'étude leur permettant de compléter leur

formation à l'IUHEI de Genève, "renouant ainsi avec un passé récent".

BRF rappelle que la Suisse est disposée, dans le cadre du G-24, à inclure la Roumanie sur la liste des pays bénéficiaires de son aide. La sympathie suisse est acquise dès lors que la Roumanie poursuit résolument sa marche vers une véritable démocratie.

Président S. Selev (Bulgarie)

Contrairement aux Roumains, plutôt décousus et engagés dans une opération de relation publique, les Bulgares ont été extrêmement précis. Le premier gouvernement non-communiste a l'obligation de réussir. La Bulgarie souffre heureusement moins que d'autres du cancer du nationalisme, ce qui permet à son gouvernement de se concentrer en priorité sur les questions économiques. Selon le Président, l'aide aux pays de l'Est ne peut réussir sans une aide à l'URSS. Il n'y a pas d'alternative aujourd'hui au marché russe pour les anciens pays satellites. Une partie de l'aide financière à l'URSS doit donc transiter par les pays de l'Est. La Bulgarie peut y jouer un rôle important grâce à ses connaissances intimes de l'ex-URSS. Elle a d'ores et déjà noué des contacts étroits avec la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan, etc.

BRF se félicite de la position bulgare, qui correspond à celle de la Suisse, qui a été le premier pays à encourager les opérations triangulaires (Pologne-Hongrie). Ce type d'opération constitue aujourd'hui une partie importante de la stratégie du G-24, même si ce dernier n'a pas de volet consacré directement à l'URSS.

Concernant les relations bilatérales, le Président bulgare rappelle la signature récente des traités de double-imposition et de protection des investissements. Il souhaite la signature d'un traité portant sur la coopération. BRF n'y voit pas d'obstacle, à l'image de ce qui existe avec d'autres pays de l'Est ("déclaration d'intention sur la coopération").

Afin que la Bulgarie profite le mieux possible du deuxième crédit-cadre, BRF invite son interlocuteur à élaborer des projets. Une équipe d'évaluation se rendra prochainement dans ce pays pour prendre les premiers contacts. D'ores et déjà les Bulgares signalent leur intérêt pour la protection de l'environnement, l'état de droit (administration locale), formation de managers et de personnel bancaire.

Concernant les Etats baltes, le Président bulgare annonce qu'une solution originale a été trouvée à la question des représentations diplomatiques: Sofia ouvrira une représentation dans un des trois Etats, alors que les trois Etats baltes auront une représentation commune dans la capitale bulgare.